



**PRÉFET
D'ILLE-
ET-VILAINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE N° 41801-3
portant modification de l'arrêté préfectoral n° 41 801 du 18 juillet 2014 autorisant
la société PAPREC GRAND OUEST à exploiter une installation de transit, tri,
regroupement et traitement de déchets industriels et ménagers
sur le territoire de la commune de Le Rheu

Le préfet de la région Bretagne
préfet d'Ille-et-Vilaine

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 181-14, R. 181-45 et R. 181-46 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret du 2 août 2023 portant nomination de M. Arnaud SORGE, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

VU le décret du 22 septembre 2023 nommant M. Pierre LARREY, secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, sous-préfet de Rennes ;

VU le décret du 10 octobre 2024 nommant M. Amaury de SAINT-QUENTIN, préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2718 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED ;

VU l'arrêté du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n° 41 801 du 18 juillet 2014 autorisant la société PAPREC GRAND OUEST à exploiter une installation de transit, tri, regroupement et traitement de déchets industriels et ménagers sur le territoire de la commune de Le Rheu ;

VU l'arrêté préfectoral n° 41 801-1 du 24 mars 2016 portant mise à jour de classement et prescriptions complémentaires ;

VU l'arrêté préfectoral n° 41 801-2 du 2 mai 2019 portant modification de l'arrêté préfectoral du 18 juillet 2014 modifié ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 avril 2025 portant délégation de signature à M. Pierre LARREY, secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, sous-préfet de Rennes ;

VU la demande en date du 23 juillet 2024 par laquelle l'exploitant porte à la connaissance du préfet :

- une modification des installations susvisées correspondant à l'installation d'une cuve de carburant enterrée de 120 m³ et à l'augmentation du volume de bois stocké et de verre entraînant une réorganisation des stockages ;
- le retrait des garanties financières ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 6 juin 2025 ;

VU le courrier en date du 19 juin 2025 par lequel l'exploitant a été invité à présenter ses observations sur le projet d'arrêté ;

VU les observations de l'exploitant présentées par courrier du 3 juillet 2025 ;

CONSIDÉRANT que la demande porte sur une modification de l'arrêté initial au travers de :

- l'installation d'une cuve de carburant enterrée de 120 m³ ;
- l'augmentation du volume de bois stocké et de verre entraînant une réorganisation des stockages ;
- le retrait des garanties financières ;

CONSIDÉRANT que le site exploité par PAPREC à Le Rheu était redevable des garanties financières au titre de l'article R. 516-1-5 du code de l'environnement et que cette obligation a été abrogée par le décret 2024-742 du 6 juillet 2024 ;

CONSIDÉRANT que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R. 181-46.I du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32, ni la sollicitation de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de fixer de nouvelles prescriptions permettant de :

- mettre à jour le tableau de classement, celui des stocks ainsi que les moyens de lutte contre l'incendie ;
- supprimer l'article relatif aux garanties financières ;

CONSIDÉRANT les observations de l'exploitant en date du 3 juillet 2025 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine ;

ARRÊTE :

Article 1^{er} : Objet de l'arrêté

Les dispositions de l'arrêté préfectoral n° 41 801 du 18 juillet 2014 modifié, autorisant la société PAPREC GRAND OUEST, dont le siège social est situé 5 – 7 rue des Piliers de Chauvinière à Saint-Herblain, à exploiter une installation de transit, regroupement et tri de déchets non dangereux des activités économiques et des ménages, ainsi qu'une installation de transit, regroupement et tri de déchets dangereux situées 89 route Nationale à Le Rheu, sont modifiées conformément au présent arrêté.

Article 2 : Article modifié

Le tableau de classement de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 18 juillet 2014, modifié par l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 41 801-1 du 24 mars 2016, est remplacé par le tableau ci-dessous :

Rubrique et régime	Libellé de la rubrique	Volume d'activité
2718-1 A	Installation de transit, regroupement ou tri de déchet dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793	35 tonnes
2791-1 A	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782. 1. La quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 10 t/j	300 t/j
3550 A - IED	Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540 dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte	110 t (- Batteries et piles : 35 t - D3E : 75 t)
2714-1 E	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711 1. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1 000 m ³	15 600 m ³ (- Papiers/cartons et plastiques : 3 900 m ³ - Déchets ménagers recyclables : 7 700 m ³ - Bois : 4 000 m ³)
2716-2 DC	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes. 1. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1 000 m ³	540 m ³

4734-2 c DC	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution La quantité totale susceptible d'être présente étant supérieure ou égale à 50 t, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total	51, 3 t (- Cuve gasoil : 40 m ³ - Cuve fioul : 20 m ³)
2711-2 D	Installations de transit, regroupement ou tri de déchets d'équipements électriques et électroniques. Le volume susceptible d'être entreposé étant supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³	500 m ³
2713-2 D	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux non dangereux à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712. La surface étant inférieure à 100 m ²	250 m ³
2715 D	Transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 250 m ³	500 m ³

Article 3 : Article modifié

L'article 7.2.5 de l'arrêté préfectoral du 18 juillet 2014 modifié par l'article 8 de l'arrêté préfectoral n° 41801-1 du 24 mars 2016, est remplacé par :

« Les zones contenant des déchets combustibles de natures différentes doivent être sectorisées de manière à prévenir les risques de propagation d'un incendie.

L'installation doit être équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques notamment :

- de plusieurs poteaux incendie et de plusieurs réserves d'eau permettant de garantir un débit total de 480 m³/h pendant 2 heures, à savoir :
 - un poteau incendie situé rue Nationale (RD 224) à côté de l'entrée du site présentant un débit de 60 m³/h ;
 - un poteau incendie situé à l'angle de l'avenue du Chêne Vert et de la rue de Mahoma présentant un débit de 86 m³/h ;
 - une réserve A de 480 m³ munie d'une aire d'aspiration signalisée avec un marquage au sol et des systèmes de motopompe ;
 - une réserve B de 240 m³ munie d'une aire d'aspiration signalisée avec un marquage au sol et des systèmes de motopompe ;
 - une réserve C de 30 m³ ;
 - une réserve D de 90 m³ ;
 - une réserve mobile E de 5 m³ ;

Les poteaux incendie, publics ou privés, sont d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 et permettent de fournir un débit minimal 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures. Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours).

Les réserves d'eau sont accessibles en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Ces réserves disposent des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;

- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;
- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local ;
- d'un système d'alarme incendie ;
- de robinets d'incendie armés ;
- d'un système de détection automatique d'incendie ;
- de matériels de protection adaptés.

Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. »

Article 4 : Article modifié

L'annexe 3 de l'arrêté préfectoral n° 41 801-1 du 24 mars 2016 est remplacé par l'annexe du présent arrêté préfectoral complémentaire.

Article 5 : Articles supprimés

Le chapitre 1.5. de l'arrêté préfectoral n° 41 801 du 18 juillet 2014 est supprimé.

Article 6 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative :

- 1°- Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publicité du présent arrêté ;
- 2°- Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif proroge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif de Rennes peut être saisi en utilisant l'application Télérecours citoyens accessible par le site <https://www.telerecours.fr>.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité.

Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (art. R.181-51).

Article 7 : Publicité

En vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Le Rheu et peut y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté est affiché dans cette mairie pendant une durée minimum d'un mois ;
- un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et adressé à la préfecture d'Ille-et-Vilaine ;
- l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture d'Ille-et-Vilaine pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 8 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne et l'inspection des installations de l'environnement, spécialité installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de la commune de Le Rheu et à l'exploitant.

Fait à Rennes, le **23 JUL. 2025**

Pour le préfet et par délégation,
Pour le secrétaire général, par suppléance,
Le secrétaire général adjoint



Arnaud SORGE

ANNEXE - Stockages de l'établissement

Déchets	n° ilots	Dimensions	Surfaces (m ²)	Hauteur (m)	Volume (m ₃)	Tonnages (T)	Conditionnement	Amont/aval	Rubrique ICPÉ
Bâtiment A									
Papier/carton	1	7,5 x 10	75	4	300	-	Vrac	Amont	2714
DIB	2	24 x 7,5	180	3	540	-	vrac	Amont	2716
Ferrailles/métaux	3	20 x 5	100	3	300	-	Vrac	Amont	2713
Piles/batteries	4	10 x 6	60	1	60	35	vrac	Amont/aval	2718
D3E	5	20 x 8,25	165	3	500	75	Caisses grillagées	Aval	2711
Papier/cartons	6	10 x 8,2	82	3	245	-	vrac	Aval	2714
Papiers/cartons	7	2,2 x 6	13,2	2,2	180	-	Vrac	Amont	2714
Papiers/cartons	8	25 x 22	550	4	2200	-	Balles	Aval	2714
Plastiques	9	12,5 x 10	125	3	375	-	Balles	Aval	2714
Papiers/cartons	10	10 x 10	100	4	400	-	Vrac	Amont	2714
Plastiques	11	7 x 7	50	4	200	-	Vrac	Amont	2714
Gravats	12	2,2 x 6	13,2	2,2	30	-	Benne	Amont	2517
Verre	13	2,2 x 6	13,2	2,2	30	-	Benne	Amont	2715
Bâtiment B – Déchets ménagers recyclables									
DND en mélange	14	17 x 10	170	3	510	-	Vrac	Amont	2714
DND en mélange	15	17 x 10	170	3	510	-	Vrac	Amont	2714
DND en mélange	16	10 x 10	100	3	300	-	Vrac	Amont	2714
DND en mélange	17	19 x 12	228	3	680	-	Vrac	Amont	2714
Papiers/cartons	18	25 x 26	650	4	2600	-	Vrac	Amont/Aval	2714
Papiers/cartons	19	25 x 17,2	430	4	1720	-	Balles	Aval	2714
Plastiques	20	32,6 x 10	326	4	1305	-	Balles	Aval	2714
Ferrailles/métaux	21	15 x 10	150	3	450	-	Paquet	Aval	2713
Extérieur									
Bois	1B	-	250	4	1000	-	vrac	Amont/aval	2714
Bois	2B	-	250	4	1000	-	vrac	Amont/aval	2714
Bois	3B	-	250	4	1000	-	vrac	Amont/aval	2714
Bois	4B	-	250	4	1000	-	vrac	Amont/aval	2714
Verre	1	-	250	2	500	-	vrac	Amont/aval	2715

